



Communiqué

Phase 2 du déconfinement mai 2021

La nouvelle phase de déconfinement qui va s'opérer au sein de la population mauricienne à partir du samedi 1^{er} mai 2021 nous donne à réfléchir à nouveau sur la situation « exceptionnelle » que notre pays a dû vivre pendant 50 jours, des suites de la découverte de nouveaux cas de Covid19 sur notre territoire. Ayant appris des 72 jours du premier confinement, l'an dernier, notre pays a eu à faire face aux incontournables exigences, et parfois difficiles implications, de cette pandémie encore une fois. Et ce, avec son lot de restrictions sanitaires, de règles de prudence, de soins hospitaliers, de communiqués publics mais aussi de messages en tous genres par les uns les autres sur les réseaux virtuels, dont certains véhiculant des « *fake news* », d'autres teintés d'« *intox* », d'autres, encore, exprimant des opinions pouvant frôler les théories de complot et autres conspirations.

Dans toute cette avalanche d'événements et d'informations, le Conseil des Religions retiendra la responsabilité affichée des pouvoirs publics à essayer, avec la bonne volonté, à soigner les citoyens portant et transmettant le virus, à gérer les quarantaines et à effectuer, avec beaucoup de persévérance les « *contact tracing* » afin d'endiguer la menace dans la population. Et osons le dire, par pouvoirs publics, nous entendons le Gouvernement, les responsables politiques, mais également les services de santé (fonctionnaires du *Ministry of Health & Wellness* ; médecins, ambulanciers, personnels des hôpitaux, cliniques et dispensaires, etc.). Ne manquons pas d'inclure, ici, tous les autres secteurs du service public, fonctionnaires des autres ministères et employés des « *parastatal bodies* ». Nous nous devons de reconnaître et de saluer leur sérieux et leur efficacité, et nous ne pouvons que les remercier chaleureusement pour tout ce dévouement citoyen.

Avec tout ceci, nous ne pouvons négliger le rôle de tous les organismes non-gouvernementaux dont le patriotisme et la détermination ont été importants dans la gestion des effets de ce deuxième confinement dans la population : secteur privé, société civile, œuvres humanitaires, institutions charitables, tant d'acteurs dont la mobilisation et l'effort ont complété, avec force, équité et justice sociale, les efforts du secteur public.

Profitons de ce moment aussi pour exprimer notre sympathie aux familles qui ont eu à gérer un décès dans des circonstances très éprouvantes.

Dans cet effort national, qu'il ne faut absolument pas oublier et que nous appelons de nos vœux à se poursuivre, les institutions religieuses et socioculturelles auront été d'un apport indéniable elles-aussi. Se conformant au cadre imposé par les restrictions sanitaires, elles ont su garder vive la foi en Dieu, et fortes les mobilisations culturelles pour nourrir la relation au Divin, en s'adaptant et utilisant les technologies de l'information et de la communication. C'est ainsi que le Naw Ruz de nos frères et sœurs bahais, le Triduum pascal des chrétiens, l'Ougadi puis le Ram Navami des Hindous, l'entrée en Ramadan des Musulmans, pour ne citer que ces quelques belles célébrations, ont été fêtés en familles, en petits comités, sur les « *social media* », dans un esprit de collaboration nationale. Sans compter l'attention aux personnes vulnérables, que leurs réseaux respectifs ont su conserver.

Rendons grâce et gloire à Dieu pour cette féconde coopération nationale !

Maintenant que le déconfinement se précise, osons rêver que cet élan national continue. Car tant d'enjeux nous attendent : relance économique et réinvention des piliers traditionnels (tourisme, exportations, etc.), chômage et reconversion des employés, soutien aux « *SMEs* », alimentation saine pour tous, logement décent pour les personnes en situation de pauvreté ou de classe moyenne.

Il y a aussi le projet de régulation des réseaux virtuels de l'ICTA qui nous interpelle. Dans ce domaine comme dans d'autres, nous devons maintenir les indispensables : protection de la démocratie et de la Constitution, respect du « *Rule of Law* » et du « *Separation of powers* », moralisation de la politique, promotion des droits humains. Ces indispensables sont à perpétuer à jamais. Voilà pourquoi tout projet futur, quel qu'il soit, doit être soumis à ces indispensables et doit passer leur test ; voilà pourquoi avant d'aller de l'avant avec tout projet de régulation des réseaux virtuels par l'ICTA, tout citoyen doit pouvoir s'exprimer, tout groupe de citoyens doit s'exprimer, tandis que des espaces de consultation et d'explication pédagogique sur l'éventuel projet doivent être organisés et maintenus par le régulateur ; sans imposer un « *deadline* » trop serré à un moment où la population doit se réhabituer à la vie déconfinée.

Pendant le confinement, un vent d'entente nationale entre les différents « *stakeholders* » prévalait contre notre ennemi commun qu'est la pandémie ; ce serait tellement dommage qu'après ce même confinement, cet élan soit brisé parce qu'on serait allé trop vite. Tellement dommageable, surtout, parce que cette ardeur à se retrouver serait entachée par la bousculade de l'empressement. Ne laissons pas les enjeux nationaux être broyés sur l'autel de la précipitation. Ne sacrifions pas

le Bien commun au profit de l'impudence. Car c'est la République, notre République, qui doit toujours, toujours, gagner.

Vive la République de Maurice.

Que Dieu nous bénisse tous.